



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KERAGLASS

Rue Saint-Laurent
77167 Bagneaux-sur-Loing

Références : E/26-0049
N°HELIOS : 63078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement KERAGLASS implanté Rue Saint-Laurent 77167 Bagneaux-sur-Loing. L'inspection a été annoncée le 06/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection sur le volet air du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERAGLASS
- Rue Saint-Laurent 77167 Bagneaux-sur-Loing
- Code AIOT : 0006500049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

KERAGLASS, société amont d'EuroKera, fabrique du verre vitrocéramique pour les grands groupes de l'électroménager et les fabricants de cheminées et de poêles de chauffage.

La société KERAGLASS est née de la filiation en 1992 entre Corning et SAINT GOBAIN VITRAGE.

L'activité du site KERAGLASS, situé à 75 km au sud-est de Paris à Bagneaux-sur-Loing, s'insère dans la première étape de la fabrication des plaques vitrocéramiques : la fusion du verre et la production de plaques brutes.

Les activités réalisées sur site s'inscrivent dans la liste de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

La caractérisation de ces activités confère à l'établissement de Bagneaux-sur-Loing, le statut d'établissement SEVESO Seuil Haut (arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/053 du 04 novembre 2016) pour les rubriques suivantes (en cours de cessation) :

- 4707 : Pentoxyde d'arsenic, acide (V) arsénique et/ou ses sels,
- 4708 : Trioxyde d'arsenic, acide (III) arsénique et/ou ses sels.

En raison de son classement "Seveso seuil haut", le site est soumis de fait à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Par ailleurs, en raison de son activité, le site est également soumis à l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale. Il relève de la directive IED pour son activité de fabrication de verre au titre de la rubrique 3330.

En 2024, l'établissement KERAGLASS a été autorisé à démarrer une nouvelle activité de traitement de surface par voie chimique pour la fabrication d'une nouvelle gamme de plaque de cuisson. Cette activité est encadrée par l'arrêté préfectoral n°2024-29/DCSE/BPE/IC du 16 juillet 2024.

Enfin, l'établissement KERAGLASS fait l'objet d'un PPRT approuvé par arrêté préfectoral n° 10 DCSEIC 174 du 10 août 2010 et par arrêté préfectoral DCSE/IC N° 2018/40 du 5 juin 2018. Ce PPRT a été complété par l'arrêté préfectoral n°2024-30/DCSE/BPE/IC du 16 juillet 2024 fixant le périmètre et les servitudes d'utilité publique instituées autour du site industriel suite à la nouvelle activité de traitement de surface.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution atmosphérique/Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 3.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
2	Prévention de la pollution atmosphérique/ Conditions de	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 3.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	rejet		justificatif à l'exploitant		
3	Prévention de la pollution atmosphérique/ Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 3.2.7.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
4	Surveillance par l'exploitant des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 10.8	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Conditions particulières des rejets à l'atmosphère des autres installations	AP Complémentaire du 16/07/2024, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
6	Caractéristiques des dispositifs de rejet à l'atmosphère	AP Complémentaire du 16/07/2024, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Autosurveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 16/07/2024, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 3.2.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de solder 2 écarts constatés (observation n°20240717-3 et non-conformité n°20240717-4) lors de l'inspection du 17/07/2024. Les fiches de constats n°1 à 4 reprennent les écarts maintenus (observations n°20240717-1, n°20240717-2, n°20240717-5 et n°20240717-7).

Cette inspection a également permis d'échanger sur la suite n°20250710-8 de l'inspection du 10/07/2025 (dépassement AIR sur l'activité ONYKA), qui reste à ce jour maintenue (cf. fiche de constats n°5).

En particulier, les unités de mesure utilisées pour l'autosurveillance en continu des poussières du four n°12 ne permettent pas une comparaison avec les valeurs limites d'émission. L'inspection a constaté une amélioration au niveau des rejets de l'unité ONYKA, même si ceux-ci dépassent encore les valeurs limites d'émission.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique/Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des dispositions de rejet à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 14/02/2025
Prescription contrôlée : <p>Les cheminées qui équipent les fours 8, 11 et 12 doivent être conformes aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Arrêté ministériel du 12 mars 2003 modifié, relatif à l'industrie du verre et, en particulier, aux dispositions de l'article 69 ;- Chaque cheminée a une hauteur de 60 mètres ;- Pour les effluents gazeux issus du four 11, la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s <p>Pour les effluents gazeux issus du four 8 et du four 12, la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 10 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5000 m³/h, 8 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5000 m³/h.</p> <p>[...]</p> <p>Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations de traitement des effluents gazeux ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.</p>
Constats : <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 17/07/2024 :</u></p> <p><u>Observation n°20240717-1 : L'Inspection préconise à l'exploitant de mettre à jour le flux Arsenic</u></p>

(As) en Kg/h qui n'apparaît plus adapté à la situation actuelle étant donné l'arrêt d'utilisation de l'acide arsénique depuis fin 2019 sur site (des traces d'arsenic résident cependant dans le stock de calcin provenant d'usines de transformation d'Eurokera qui sera écoulé d'ici 2027).

Constats relevés lors de l'inspection du 06/11/2025 :

L'exploitant reconnaît que le flux d'arsenic lors d'un by-pass estimé à 0,185 kg/h n'est plus adapté du fait de l'arrêt de l'utilisation d'arsenic dans le process. Aussi, l'exploitant prévoit de réaliser début 2026 une mesure de flux d'arsenic avant de procéder à la dépollution de ses installations

→ L'observation n°20240717-1 de l'inspection du 17/07/2024 est maintenue en attendant la transmission de ce nouveau flux d'arsenic estimé lors d'un essai by-pass. Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette le rapport indiquant les conditions dans lesquelles ce flux by-pass a été caractérisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique/ Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions particulières des rejets à l'atmosphère des fours

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 14/08/2025

Prescription contrôlée :

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment, les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux ci-après :

• Four 12 (120 t/j de capacité maximale de production) :

Fours concernés	Conditions de mesure	Paramètres	Valeurs limites	
			kg/tv (tv : tonne de verre)	Flux maximum kg/h
12 (120 t/j de capacité maximale)	Gaz à l'état sec, température de 273,15 K, pression de 101,3 kPa	Poussières	0,05	0,25
		SO ₂ Dioxyde de soufre	0,15	0,75
		NOx exprimé en dioxyde d'azote	5	25
		Fluor et composés du Fluor (gaz et poussières exprimés en HF)	0,025	0,125
		Σ (As, Co, Ni, Cd, Se, Cr _{VI})*	0,005	0,015

		Σ (As, Co, Ni, Cd, Se, Cr _{VI} , Sb, Pb, Cr _{III} , Cu, Mn, V, Sn)*	0,008	0,04
--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------	-------	------

(*) sous forme gazeuse et particulaire.

Le four utilise une technologie de fusion mixte oxygène/gaz + chauffage électrique.

· Dispositions communes aux fours 8, 11 et 12 :

Les valeurs limites de rejet doivent être respectées sans autre dilution que celle strictement nécessaire à la bonne marche des installations de traitement de gaz.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 17/07/2024 :

Observation n°20240717-2 : Le rapport de contrôle du 22/04/2024 des rejets atmosphériques du four 12 affiche en conclusion un respect de la VLE sur l'ensemble des paramètres alors qu'une non-conformité a été détectée.

Observation n°20240717-3 : La vitesse d'éjection au débouché de la cheminée du four 12 mesurée par le prestataire externe lors de l'intervention du 22/04/2024 diffère de celle mesurée en interne. L'exploitant s'attachera à identifier les causes de cette différence avec son prestataire externe. Afin d'éviter toute dérive et à minima lors des 3 prochains contrôles, l'exploitant démontrera que ses mesures sont bien dans la même fourchette de valeurs que celles du prestataire et conformes à la réglementation.

Non-conformité n°20240717-2 : Les mesures en continu des poussières ne sont pas suivies en interne dans les unités de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur soit en kg/tv (tonne de verre) et en kg/h.

Constats relevés lors de l'inspection du 06/11/2025 :

L'exploitant a présenté le rapport du prestataire datant du 22/04/2024, sur lequel il est indiqué en page 3 que tous les paramètres mesurés respectent les VLE de l'arrêté préfectoral du 04/11/2016, alors que les mesures réalisées sur la vitesse d'éjection en sortie de cheminée sur le four n°12 indiquent une vitesse trop basse.

→ **L'observation n°20240717-2 de l'inspection du 17/07/2024 est maintenue. Il est attendu de l'exploitant qu'il se rapproche de son prestataire afin de faire modifier la synthèse du rapport.**

En salle, l'inspection a constaté que l'autosurveillance réalisée en juillet 2024 et février 2025 était du même ordre de grandeur que les mesures réalisées sur ces mêmes périodes par un prestataire

→ **L'observation n°20240717-3 de l'inspection du 17/07/2024 est soldée.**

En salle, l'exploitant a présenté un bilan de l'année 2024 sur lequel figurent les émissions moyennes annuelles de poussières exprimées en g/tv ainsi que le flux moyen annuel de poussières exprimé en g/h.

Post-inspection, l'exploitant a transmis un extrait du suivi en continu des poussières du four n°12 pour le mois de novembre 2024, sur lequel figure la vitesse d'éjection exprimée en m/s, ainsi que la concentration en poussières exprimée en mg/Nm³. Le flux horaire n'est pas précisé.

→ **La non-conformité n°20240717-2 de l'inspection du 17/07/2024 est maintenue. Il est attendu de**

l'exploitant qu'il exprime le suivi en continu des poussières rejetées dans les mêmes unités que les valeurs limites d'émission définies dans l'article 3.2.5 de l'AP du 04/11/2016, à savoir en kg/tv et en kg/h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique/ Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 3.2.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation et d'entretien/ Opération de nettoyage des circuits d
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Ø l'exploitant doit faire connaître à l'avance à l'inspection des installations classées les dates prévisionnelles de ces nettoyages.</p> <p>Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées et lui adresse sur sa demande pour chaque opération de nettoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copie des enregistrements des émissions de poussières couvrant au moins toute la période de nettoyage y compris les périodes transitoires éventuelles, - un bilan faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • les quantités de poussières recueillies lors du nettoyage, • la destination des poussières, <p>de plus, en cas de changement de process ou de modification des matières premières utilisées, une analyse des poussières sera effectuée.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 17/07/2024 :</u></p> <p><u>Observation n°20240717-5:</u> L'exploitant transmettra à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - copie des enregistrements des émissions de poussières couvrant au moins toute la période de nettoyage y compris les périodes transitoires éventuelles, - un bilan faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • les quantités de poussières recueillies lors du nettoyage, • la destination des poussières, <p>de plus, en cas de changement de process ou de modification des matières premières utilisées, une analyse des poussières sera effectuée.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 06/11/2025 :</u></p> <p>L'exploitant indique que le dernier nettoyage des carneaux du four 12 s'est déroulé du 20 au 23</p>

octobre 2025. Toutefois, il n'a pas été en mesure de présenter une copie des enregistrements des émissions de poussières durant cette période de nettoyage.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté un fichier informatique sur lequel figure pour l'année 2024 les quantités de poussières recueillies lors des nettoyages des carreaux du four n°12 et du dépolleur, ainsi que la destination de ces poussières.

→ L'observation n°20240717-5 de l'inspection du 17/07/2024 est maintenue. Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette une copie de l'enregistrement des émissions de poussières sur la période du 20 au 23 octobre 2025 exprimées en kg/tv et kg/h afin de pouvoir être comparées aux valeurs limites d'émissions définies dans l'article 3.2.5 de l'AP du 04/11/2016 .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance par l'exploitant des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 10.8

Thème(s) : Risques chroniques, Rapport environnemental annuel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/02/2025

Prescription contrôlée :

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel faisant la synthèse des bilans environnementaux prévus par le présent arrêté et faisant apparaître également toutes les actions menées pendant l'année précédente en vue de la protection de l'environnement et de la sécurité du voisinage. Un chapitre est spécialement consacré à la réduction des rejets dans l'environnement, au recyclage de l'eau et à la valorisation des déchets.

Constats :

Constats relevés lors de l'inspection du 17/07/2024 :

Non-conformité n°20240717-4: Le rapport environnemental ne fait pas apparaître un bilan sur les sols ainsi que sur les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. De plus, ce rapport ne fait pas apparaître toutes les actions menées pendant l'année précédente en vue de la protection de l'environnement et de la sécurité du voisinage. Enfin, le rapport environnemental ne possède pas de chapitre spécialement consacré à la réduction des rejets dans l'environnement, au recyclage de l'eau et à la valorisation des déchets selon les dispositions de l'article 10.8 de l'arrêté préfectoral du 04/11/2016.

Observation n°20240717-7: Dans le chapitre « émissions atmosphériques » du rapport environnemental de 2023 :

- la capacité de production en tonne/jour des fours pourrait être utilement précisée pour faire le lien avec l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur.
- une incohérence réside entre le tableau des quantités annuelles rejetées dans l'air et les tableaux des valeurs moyennes des résultats d'analyse pour les différents fours (à titre d'exemple : pour le SO₂, il est indiqué un total rejeté de 367,012 kg/an d'une part et 313,6 kg/an (= 2181,2 pour four 12 + 32,40 pour four 11) de l'autre).

Constats relevés lors de l'inspection du 06/11/2025 :

Dans le bilan environnemental de 2024 reçu en début 2025, l'exploitant a ajouté un chapitre sur les sols, les déchets et la réduction de l'impact environnemental.

Dans ce bilan, il présente sa consommation d'eau de ville et le prélèvement dans le canal depuis 2002. L'inspection regrette toutefois que la diminution de la consommation d'eau de ville amorcée depuis 2022 n'ait pas été expliquée. En outre, l'exploitant indique que des TAR, fonctionnant en circuit fermé, permettent de réduire les prélèvements d'eau dédiée au refroidissement des fours. Cette information ne figure pas non plus dans le bilan annuel 2024.

De même, l'exploitant présente sous forme de tableau l'évolution dans le temps depuis 2003 et 2002 respectivement des différents paramètres rejetés dans l'eau et dans l'air. Cependant, l'inspection regrette l'absence d'interprétation de l'évolution de ces paramètres.

Enfin, l'exploitant indique pour l'année 2024 la quantité de déchets générés et leur taux de valorisation. L'inspection regrette que cette information n'apparaisse pas sur une période de plusieurs années afin de pouvoir évaluer l'évolution du taux de valorisation des déchets.

→ La non-conformité n°20240717-4 de l'inspection du 17/07/2024 est levée. Toutefois, l'inspection s'attend pour le bilan 2025 à avoir une interprétation des réductions de prélèvements dans l'eau, des rejets aqueux et dans l'air mais également de l'évolution du taux de valorisation des déchets.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les incohérences résidant dans le bilan environnemental de 2024 entre le tableau des quantités annuelles rejetées dans l'air et les tableaux des valeurs moyennes des résultats d'analyse pour les différents fours.

→ L'observation n°20240717-7 de l'inspection du 17/07/2024 est maintenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conditions particulières des rejets à l'atmosphère des autres installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement de rejets de l'atelier ONYKA
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 19/10/2025
Prescription contrôlée : <p>[...] les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment, les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau ci-après : [cf. <i>Partie confidentielle</i>]</p>
Constats : <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 10/07/2025 :</u> Suite n°20250710-8: L'exploitant transmettra tous les rapports de mesures des rejets atmosphériques issus du laveur de gaz de l'atelier ONYKA entre mars et juin 2025 inclus. Il transmettra une synthèse des causes identifiées relatives aux dépassements constatés et des actions correctives réalisées ou projetées assorties d'un échéancier.</p> <p><u>Constats relevés lors de l'inspection du 06/11/2025 :</u> <u>[cf. partie confidentielle]</u></p> <p>→ La suite n°20250710-8 de l'inspection du 10/07/2025 est maintenue. Il est attendu que l'exploitant transmette les causes identifiées relatives aux dépassements constatés, ainsi que les actions correctives réalisées ou projetées avec un échéancier. Enfin, l'inspection demande à l'exploitant de se rapprocher de son prestataire afin que celui-ci fasse apparaître la valeur limite d'émission du flux du polluant dans les rapports des 14/02/2025, 07/03/2025, 04/04/2025, 15/05/2025, 30/06/2025 et 11/09/2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Caractéristiques des dispositifs de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Cheminées
Prescription contrôlée : <p>Les prescriptions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/053 du 04 novembre 2016</p>

sont complétées par les prescriptions suivantes :

La cheminée qui équipe l'atelier de traitement de surface [...] est conforme aux dispositions suivantes :

[...]

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Cheminée relative à l'atelier de traitement de surface	24	0,6	11000	8

La cheminée qui équipe l'atelier de [partie confidentielle] est conforme aux dispositions suivantes :

[...]

[cf. Partie confidentielle]

Constats :

[cf. Partie confidentielle]

→ [Suite n°20251106-1](#) : L'exploitant devra se repositionner sur les valeurs prescrites des articles 3 et 4 de l'AP Complémentaire du 16/07/2024 en prenant en compte les dimensions réelles de la cheminée relative à l'atelier de traitement de surface et tout en respectant l'arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières et autre paramètre

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 3.2.8.1 de l'arrêté préfectoral n° 16/DCSE/IC/053 du 04 novembre 2016 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant doit réaliser une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant le programme indiqué dans le tableau ci-après : [cf. Partie confidentielle]

Constats :

[cf. Partie confidentielle]

→ Suite n°20251106-2 : L'exploitant transmettra les rapports d'autosurveillance du 3 ^{ème} trimestre 2025 pour l'activité ONYKA et du 2 ^{ème} et 3 ^{ème} trimestre 2025 pour le four n°12.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité des rétentions
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence</p> [...]
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence de bidon dans la rétention maçonnée, du local karcher, dédiée à contenir les eaux de lavage (en particulier de fûts contenant les poussières des carreaux). → Suite n°20251106-3 : L'exploitant évacuera les bidons présents dans la rétention maçonnée, du local karcher, dédiée à contenir les eaux de lavage (en particulier de fûts contenant les poussières des carreaux). Il transmettra à l'inspection un justificatif de cette évacuation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Direction du vent
Prescription contrôlée : Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place.
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que la manche à air située au sommet du bâtiment de composition AB était dégradée, pouvant à terme ne plus indiquer de manière fiable la direction du vent. A noter que l'exploitant a apporté une preuve de remplacement de cette manche à air par mail le 19/11/2025. → Suite n°20251106-4 : L'exploitant indiquera les dispositifs mis en place afin de déterminer la direction du vent durant la nuit.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois